

au titres de fastreux sur lesquels il veut fonder son usurpation. Dès lors, il dût chercher à de'composer la force agissante, et vraiment hostile de ce parti, à lui ôter ses appuis extérieurs, et à tourner même contre lui les bras qui s'étoient arme's pour son triomphe. Il a réussi, il est vrai, à le détruire comme parti, mais c'est en le mettant dans des rapports si intimes avec la majorite' de la nation, que tout ce qui de'sire maintenant, ou la république, ou la nouvelle dynastie, seroit regarde' comme factieux, dans un pays où le vœu du peuple seroit compte' pour quelque chose.

On regardera peut-être une idée semblable, comme entièrement opposée à ce qui se passe en France, comme l'erreur d'une opinion qui devroit maintenant se résigner à des sacrifices, au lieu de rechercher des espérances. On se trompera sur ce point, comme on s'est trompé sur le début de la Révolution. On de'daigna de la combattre avec autant de vigueur qu'elle de'ploit de violence; on refusa peut-être d'apercevoir et de saisir les symptômes de dissolution qu'elle présente, chaque jour, dans le pays qui fut tourmenté par ses fureurs. Alors le mal fut dans cette imprévoyance qui ne vouloit point mesurer l'étendue des dangers; il sera peut-être maintenant dans un de'couragement qui refuse d'en apercevoir le terme.

Aussi long-temps qu'on a puni de mort en France le moindre soupir vers la Royauté, qu'à ce seul mot toutes les passions, toutes les terreurs des révolutionnaires, étoient en effervescence; que l'action constante du Gouvernement, que toutes ses institutions tendoient à en écarter le souvenir, le parti royaliste a dû recourir à des intrigues, à des soulèvements, pour manifester son vœu, et le faire triompher. Il n'étoit alors qu'un parti, parce que l'opinion qui le faisoit mouvoir, avoit

besoin des plus grandes précautions pour se de'guiser, ou du plus ge'nereux de'vouement, pour oser avouer son but. Il falloit qu'il eût des agens, qu'il re'pandit des e'crits, qu'il éclairât la nation, qu'il de'truisit ses préventions, qu'il calmât ses frayeurs. Il n'a plus besoin aujourd'hui de recourir à ces moyens de'tourne's, puisque le Gouvernement et ses agens adoptent aujourd'hui tous les principes, rappellent toutes les institutions qui étoient le but de ses efforts.

N'est-ce pas avoir beaucoup obtenu, que d'avoir accoutumé les révolutionnaires eux-mêmes à des idées de restauration qui excitoient leur rage, à ce mot de royauté qui tourmentoient leurs imaginations; que de les avoir amenés à de'sirer, que, si l'unité devient le principe du pouvoir, il retourne à la famille qui en fut si long-temps de'positaire.

Peut-on, d'après cela, regarder comme sans consistance, comme sans moyens, un parti dont les vœux presque toujours secrets, sont maintenant partagés par la nation, dont les efforts, presque toujours malheureux, sont secondés par la marche même du Gouvernement? Il est vrai qu'ici commence son opposition avec lui, car celui-ci veut conserver, pour lui seul, l'autorité royale, et prétend même la fixer dans une famille nouvelle; tandis que l'autre tend à réplacer la France sous ses anciens maîtres. Du moins la question s'est beaucoup simplifiée, soit pour les principes, soit pour les personnes; car il ne reste plus à décider si l'on rétablira la royauté, si l'on mettra à la place d'un corps représentatif le pouvoir d'un seul; mais bien ceci: placera-t-on sur le trône, Buonaparte, ou les Bourbons? Nous invitons ceux qui ont lu l'histoire à donner cette solution.